



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION PICARDIE

Arrêté préfectoral n° F-022-13-P-0091
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du Code de l'Environnement

**Le Préfet de la Région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 1^{er} août 2012 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Région Picardie, Préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 26 juillet 2012 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du Code de l'Environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° F-022-13-P-0091 déposé par la Communauté d'Agglomération d'Amiens Métropole et relatif au projet d'aménagement de sécurité concernant les rues de la Cavée (RD 75), des Seux (RD 162) et du Porissot (RD 162) situées sur le territoire de la commune de Saint-Sauflieu (département de la Somme), reçu le 17 octobre 2013 et considéré complet le 22 octobre 2013 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 13 novembre 2013 ;

Considérant que le projet vise à rénover des voiries sur une longueur totale de 250 m et de créer un mini-giratoire, 5 places de stationnement et des espaces verts avec la pose de candélabres ;

Considérant que le projet occupe une surface totale de 3 600 m² ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 6° d) du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas toutes routes d'une longueur inférieure ou égale à 3 kilomètres ;

Considérant que le projet est situé à environ 800 m au sud d'une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 « Réseau de Coteaux Crayeux de Vers-sur-Selle à Saint-Sauflieu » ;

Considérant que l'opération concernée est en dehors de zonages d'inventaires environnementaux ;

Considérant qu'à l'issue de ces travaux, la circulation et la sécurité routières seront améliorées, que la surface pour le stationnement sera augmentée et que la qualité paysagère de cette rue sera accentuée par l'effacement des réseaux aériens ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis (nature et dimensions des travaux et leur localisation dans le tissu urbain existant) par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts négatifs notables sur l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,

ARRETE

Article 1^{er} :

Le projet d'aménagement de sécurité concernant les rues de la Cavée (RD 75), des Seux (RD 162) et du Porissot (RD 162) situées sur le territoire de la commune de Saint-Saulfieu, déposé par la Communauté d'Agglomération d'Amiens Métropole, n'est pas soumis à étude d'impact, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'Environnement.

Article 2 :

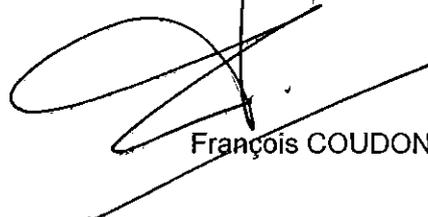
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'Environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site Internet de la préfecture de région Picardie.

Amiens, le 20 novembre 2013

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
pour les Affaires Régionales


François COUDON



Voies et délais de recours

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Picardie
6 rue Debray – 80020 Amiens cedex 9
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

Préfecture de la région Picardie
6 rue Debray – 80020 Amiens cedex 9
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Grande Arche Tour Pascal A et B - 92055 La Défense CEDEX
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif d'Amiens
14 rue Lemerchier – 80011 Amiens cedex
(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).